

Professeur décapité: des foules en hommage, actions "concrètes" décidées

Paris, 19 oct. 2020 (AFP) -

Contre l'horreur, la mobilisation: des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées dimanche partout en France en hommage au professeur décapité vendredi, un attentat islamiste qui a conduit l'exécutif à décider d'actions "concrètes" rapides contre la propagande en ligne et pour la sécurité des établissements scolaires.

Emmanuel Macron l'a martelé lors d'un Conseil de défense: "La peur va changer de camp" et "les islamistes ne doivent pas pouvoir dormir tranquilles dans notre pays", a rapporté la présidence, confirmant des informations de BFMTV.

A l'issue de la réunion de 2H30 dans la soirée avec Jean Castex, cinq ministres ainsi que le procureur anti-terroriste, Jean-François Ricard, l'Elysée a annoncé un "plan d'action" dès cette semaine contre "les structures, associations ou personnes proches des milieux radicalisés", qui propagent des appels à la haine et à la violence pouvant encourager les attentats.

Certaines associations feront l'objet de "mesures appropriées" après contrôles, en attendant le projet de loi contre l'islam radical qui doit étendre les motifs de dissolution. Ce projet de loi pourrait être "enrichi".

Et des "procédures" seront menées dès lundi contre les auteurs de 80 messages de soutien à l'agresseur de Samuel Paty, a ajouté la présidence.

Alors que la communauté éducative est fortement secouée, il a aussi été acté que la sécurité des établissements scolaires serait renforcée à la rentrée après la Toussaint.

L'émotion nationale est forte après cet assassinat dans les Yvelines d'un professeur qui avait montré à ses élèves des caricatures de Mahomet.

- La Marseillaise -Théâtre de la manifestation historique qui avait suivi les attaques contre Charlie Hebdo et l'Hyper Cacher le 11 janvier 2015, la place de la République à Paris s'est remplie en début d'après-midi de milliers de manifestants, enseignants, élus et anonymes venus défendre la liberté d'expression, dire non à "l'obscurantisme" et chanter la Marseillaise.

"Je suis là comme prof, comme maman, comme Française et comme républicaine", a déclaré Virginie, 52 ans, une professeure de musique de la région parisienne.

Samuel Paty a été décapité vendredi vers 17H00 près du collège où il enseignait l'histoire-géographie dans un quartier calme de Conflans-Sainte-Honorine. Son assaillant, un Russe tchéchène de 18 ans, a ensuite été tué de neuf balles par la police.

Sur Twitter, il a expliqué son geste en disant vouloir se venger de celui "qui a osé rabaisser Muhammad".

"Je suis venue (...) pour m'indigner contre cet acte odieux et affreux", a expliqué une autre manifestante parisienne, Guigané, 34 ans. "Il ne faut pas que cette violence s'installe et devienne notre quotidien", a ajouté cette médiatrice socio-culturelle de l'Essonne, son fils de 4 ans sur les épaules.

- "Je suis enseignant" -"Nous n'avons pas peur. Vous ne nous diviserez pas", a lancé sur Twitter le Premier ministre Jean Castex, présent dans le cortège parisien. A ses côtés, son ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer et sa collègue déléguée à la Citoyenneté Marlène Schiappa "en soutien aux professeurs, à la laïcité à la liberté d'expression et contre l'islamisme".

Les patrons de La République en marche, Stanislas Guerini, de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, du Parti socialiste, Olivier Faure, et d'Europe-Ecologie-Les Verts, Julien Bayou, étaient aussi présents.

D'autres rassemblements se sont tenus à travers le pays. Partout, de longs applaudissements, des Marseillaise, des fleurs et des bougies. A Lyon, la place Bellecour était noire de 12.000 personnes, selon la préfecture. Ils étaient plus de 3.000 à Strasbourg, 1.500 à Lille, 2.500 à Marseille et 2.000 à Montpellier.

A Lyon, nombre d'entre eux portaient un autocollant "je suis enseignant" au revers de leur veste ou une rose à la main.

"Je suis en colère contre l'institution, qui ne nous protège pas assez", s'est exclamé à Lille Lise, professeure de

français.

"Il faut que la Nation fasse bloc contre cette barbarie", a abondé à Marseille Nicolas Voisin, professeur d'histoire dans un lycée professionnel du nord de la ville. Il va continuer à "montrer et expliquer" des caricatures à ses élèves. "Plus que jamais on a besoin d'éducation", ajoute-t-il.

"Aujourd'hui, on voit bien que c'est plus compliqué", a regretté à Bordeaux Olivier, 40 ans, venu en famille : après les attentats de 2015, "tout le monde faisait front. Maintenant, c'est +oui mais+".

Un hommage national sera rendu mercredi en coordination avec la famille de l'enseignant assassiné, a annoncé l'Elysée, sans en préciser le lieu.

Le conseil départemental des Yvelines a proposé de rebaptiser de son nom le collège où il enseignait.

Les enquêteurs ont poursuivi dimanche leurs investigations pour remonter le fil des responsabilités et des éventuelles complicités dans l'attentat.

- Onze gardes à vue -L'assaillant a été identifié comme Abdoullakh Anzorov, né à Moscou et réfugié en France avec sa famille.

Dans sa ville d'Evreux, ses voisins décrivent un jeune homme "discret", "plongé dans la religion" depuis trois ans. Il n'était toutefois pas fiché pour radicalisation par les services de renseignement.

Une onzième personne, issue de son entourage, a été placée dimanche matin en garde à vue, selon une source judiciaire.

Les parents, qui ont obtenu l'asile politique en France il y a dix ans, le grand-père et le petit-frère du tueur, ainsi que des membres de son entourage proche ont été interpellés dès vendredi soir par les policiers et se trouvaient toujours en garde à vue dimanche.

Le père d'une élève de la victime et un militant islamiste très actif connu de la police, Abdelhakim Sefrioui, ont eux aussi été arrêtés et étaient toujours interrogés depuis samedi.

Les deux hommes avaient entamé une campagne de mobilisation pour dénoncer l'initiative du professeur de montrer à sa classe de 4eme les caricatures de Mahomet dans le cadre d'un cours sur la liberté d'expression, et appelé à son renvoi du collègue.

Les enquêteurs cherchent désormais à identifier d'éventuels liens entre ces deux hommes et le tueur. A-t-il été "piloté" ou a-t-il de lui-même décidé de s'en prendre au professeur ?

bux-ahe-mdh-leb-reb/dlm

Afp le 19 oct. 20 à 00 05.